

La Liga Árabe se debate entre la realidad comprobada en el terreno y la ficción de la propaganda

REVISTA DE PRENSA SOBRE SIRIA #22
Martes 3 de enero de 2012

La prensa atlantista y la del Golfo siguen la polémica que se desarrolla en la Liga Árabe sobre la labor de sus observadores. Unos afirman que los observadores no han cumplido su misión ya que se mantiene el derramamiento de sangre, aunque lo cierto es que la misión de los observadores no era restablecer la paz sino observar e informar sobre los hechos en el terreno. Otros estiman, por el contrario, que los observadores sí han cumplido su misión ya que no se han visto huellas de represión en los lugares visitados, incluyendo la ciudad de Homs.

Esta segunda manera de presentar las cosas corresponde es sobre todo la que desarrolla la prensa de los emiratos. Su objetivo es poner punto final al psicodrama sin dar respuesta a la pregunta que se impone: si los observadores confirman que no han encontrado indicios de represión, ¿existió entonces tal represión? Que el gobierno de al-Assad haya retirado de Homs sus tropas y tanques antes de la llegada de los observadores es algo que cabe dentro de lo posible. Lo que sí es imposible es que lograra rellenar y hacer desaparecer las trincheras que supuestamente rodeaban esa ciudad, o que haya logrado reconstruir en una noche las casas que –según se dijo– habían sido bombardeadas durante días o simplemente arrasadas.

- En el diario francés *Le Figaro*, Sahman Shaikh, de la Brookings Institution, propone convencer a los dirigentes rusos de que renuncien a sus intereses estratégicos en Siria a cambio de compensaciones económicas.
- El ministro israelí de Defensa, Ehud Barak, pronosticó ante la Comisión de Relaciones Exteriores del parlamento de Israel la caída inminente de Bachar al-Assad. El *Jerusalem Post* informa que Barak también habló de la posible diseminación por toda la región de las armas químicas sirias, si cae el régimen, y dijo que Israel no cuenta con suficientes medios para enfrentar ataques químicos.

Le Monde (France)

En Syrie, la mission de la Ligue arabe est contestée

Les deux principales coalitions de l'opposition se rapprochent alors que la répression se poursuit

La poursuite, voire l'intensification, de la répression en Syrie, malgré la présence des observateurs de la Ligue arabe pose de plus en plus la question du bien-fondé de cette mission. Dimanche 1^{er} janvier, Salem Al-Diqbassi, président du Parlement arabe, un organisme purement consultatif rattaché à la Ligue, a appelé au « *retrait immédiat des observateurs arabes, le régime syrien continuant à tuer des civils innocents* ». Les agissements du régime « *sont une violation claire du protocole arabe qui prévoit de protéger le peuple syrien* », a-t-il dénoncé. « *Nous assistons à une escalade de la violence, davantage de personnes sont tuées, y compris des enfants, et tout cela en présence des observateurs.* »

Au terme du protocole de sortie de crise signé par l'instance panarabe et le gouvernement syrien, Damas s'est engagé à retirer l'armée des villes, à laisser les manifestations pacifiques se dérouler ainsi qu'à libérer les prisonniers arrêtés depuis le début du soulèvement, le 15 mars 2011. Or, depuis l'arrivée des premiers observateurs arabes, lundi 26 décembre 2011, quelque 150 Syriens ont été tués par les forces de sécurité, selon un décompte tenu par les coordinations locales de la révolution et les militants des droits de l'homme.

Les autorités ont, elles, annoncé la libération de 755 détenus « *n'ayant pas de sang syrien sur les mains* » ; c'est très loin des 14 000 prisonniers dont l'opposition demande l'élargissement.

En outre, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a accusé le 27 décembre 2011 les autorités syriennes d'avoir déplacé nombre de détenus vers des sites militaires interdits d'accès aux observateurs.

Une soixantaine d'observateurs arabes se sont déployés en Syrie depuis la semaine dernière. Un nou-

veau groupe est attendu jeudi. A terme, ils doivent être 500. Cette mission, bien trop réduite pour couvrir l'ensemble du territoire et dépourvue de tout mandat de protection des civils, a suscité, dès le début, de vives critiques dans les rangs de l'opposition syrienne, notamment à cause du profil de son chef, le général soudanais Moustapha Al-Dabi, ancien responsable du renseignement militaire et impliqué dans la répression au Darfour.

Ce dernier avait choqué les habitants de la ville martyre d'Homs en déclarant, au lendemain de sa visite, le 27 décembre, n'y avoir vu « *rien d'effrayant* ».

Manifestations en masse

L'opposition syrienne semble avoir décidé d'exploiter la présence de la mission au maximum afin de mettre le régime du président Bachar Al-Assad en porte-à-faux. Elle a incité les Syriens à manifester en masse, ce qu'ils ont fait vendredi 30 et samedi 31 décembre 2011, essentiellement dans les villes et quartiers déjà opposés au régime. Quelque 100 000 personnes se sont ainsi rassemblées à Douma, vendredi, suscitant une violente réaction des forces de l'ordre, qui auraient usé de bombes à clous pour disperser la foule.

Par ailleurs, l'Armée syrienne libre, composée de déserteurs, a annoncé la suspension de ses opérations le 30 décembre 2011 en gage de bonne volonté.

Enfin, les deux principales coalitions de l'opposition syrienne, le Conseil national syrien et le Comité de coordination pour le changement démocratique, ont signé un document d'entente, comme le demandait la Ligue arabe, faisant-ils provisoirement ? – taire leurs divergences sur la délicate question de l'appel à une intervention étrangère, finalement écartée. ■

CHRISTOPHE AYAD

Le Figaro (France)

La Ligue arabe vise les snipers syriens

Les chancelleries occidentales pressent les observateurs de mener à bien leur mission.

ALAIN BARLUET

PROCHE-ORIENT Divisée sur la mission de ses observateurs en Syrie, la Ligue arabe s'efforce de conjurer le spectre de son échec et de rétablir sa crédibilité. Cet effort a pris hier la voix du secrétaire général de l'organisation panarabe, Nabil al-Arabi, lequel a admis qu'il y avait toujours des tirs et des tireurs embusqués dans les villes rebelles de Syrie, en dépit de la présence sur le terrain d'une soixantaine d'observateurs arabes. « Il faut un arrêt total des tirs », a-t-il déclaré, en fondant son constat sur les « derniers rapports » reçus par téléphone des observateurs sur place.

Pour le secrétaire général de la Ligue arabe, il faut donner l'occasion aux observateurs de faire leurs preuves

Cette fermeté de ton à l'encontre de Damas dissone nettement avec les déclarations faites samedi par le chef de la mission des observateurs de la Ligue, le très contesté général soudanais Mohammed al-Dhabi. Celui-ci avait en effet récusé les constatations d'un de ses observateurs qui disait avoir vu des snipers de ses « propres yeux ». Le président du Parlement arabe, l'instance consultative de la Ligue, était ensuite monté au créneau pour demander le « retrait immédiat » de la mission en Syrie. Hier toutefois, le patron de la Ligue arabe a pris soin de ne pas en rajouter, prenant même la défense du général soudanais. « C'est, à n'en pas

douter, un chef militaire respectable et l'enregistrement (de ses propos) que j'ai pu consulter ne comprend rien qui puisse l'incriminer », a dit Nabil al-Arabi. Selon lui, l'armée syrienne se serait retirée des villes pour se redéployer dans les faubourgs. « Il y a des échanges de coups de feu en plusieurs endroits, ce qui rend difficile de dire qui tire sur qui », a-t-il ajouté en « invitant » le gouvernement syrien à « honorer pleinement tous ses engagements ». Pour le secrétaire général de la Ligue arabe, il faut « donner l'occasion » aux observateurs, dont le nombre doit être porté à 300, de faire leurs preuves. Nabil al-Arabi n'avait toutefois pas caché qu'une semaine serait suffisante pour se faire une idée. Cette échéance tombe aujourd'hui.

Le rapport des observateurs est donc attendu avec une grande impatience par les chancelleries occidentales. Car si les chances de succès de la mission arabe n'y suscitent guère d'illusions excessives, la Ligue est perçue comme incontournable et cela d'autant plus que les pistes alternatives restent embryonnaires. « Nous soutenons la Ligue arabe qui est un acteur majeur », souligne-on à Paris. Et cela, « même s'il y a des doutes sur le chef des observateurs, même s'il y a des risques de manœuvres et d'instrumentalisation » de la part des autorités syriennes.

Pas de plan B

Par ailleurs, les importantes manifestations de la semaine dernière, alors que les observateurs étaient sur place, de même que les quelques entretiens isolés qu'ils ont pu avoir avec des opposants, sont considérés comme des signes positifs. « Ne nous précipitons pas, attendons le rapport de la Ligue arabe, en espérant



Des manifestants antigouvernement cachent leur visage pour se protéger des gaz lacrymogènes envoyés par l'armée à Idlib, en Syrie, le 30 décembre dernier. REUTERS

qu'il arrive très vite », relève un diplomate. À ce stade, on ne distingue pas de plan B derrière cette expectative. L'équation syrienne est perçue par les diplomates comme complexe et potentiellement explosive pour la région. Une guerre civile n'est pas exclue, souligne-t-on encore. Le régime du président Bachar el-Assad est jugé « dans la seringue » - mais quand tombera-t-il ? - et le rôle de la Ligue arabe est considéré comme essentiel pour ne pas constituer un front occidental « qui nous mènerait droit

dans le mur ». Par ailleurs, l'opposition syrienne reste divisée. Les espoirs se reportent sur l'ONU et notamment les instances tel le Conseil des droits de l'homme où un veto russe ou chinois n'est pas à craindre. Car, au Conseil de sécurité, le projet de résolution proposé avant Noël par la Russie est toujours considéré comme très déséquilibré par les Occidentaux. Moscou se refuse à évoquer un embargo sur les armes et se focalise toujours sur les violences perpétrées par les opposants. ■

Repenser le rôle de la Russie en Syrie

Salman Shaikh

Le directeur du Centre Brookings de Doha* appelle la communauté internationale à convaincre la Russie à prendre ses distances vis-à-vis du régime de Bachar el-Assad.

Avec l'amplification du soulèvement populaire en Syrie, l'importance du rôle de la Russie apparaît de plus en plus comme une évidence. Son soutien à une action internationale concertée s'avère crucial pour renforcer la pression exercée sur le régime de Bachar el-Assad et l'isoler davantage. Cependant, à ce jour, l'opposition répétée de la Russie à une action internationale a encouragé le régime Assad à poursuivre sa répression et bloquer toute action de l'ONU visant à l'en empêcher. Le veto russe au Conseil de sécurité de l'ONU au début du mois d'octobre, combiné à celui de la Chine, a porté un coup aux efforts accomplis en ce sens.

Depuis lors, la violence en Syrie a augmenté, la situation est désormais moins prévisible et les signes d'une guerre civile destructrice se font de plus en plus clairs. Alors que les efforts actuels pour arrêter la violence et protéger les civils, en particulier ceux de la Ligue arabe, ne fonctionnent pas, il est temps de forger un nouveau pacte international qui inclue une Russie focalisée sur l'aide qu'il convient d'apporter aux Syriens pour la reconstruction d'une Syrie post-Assad.

La Russie pourrait être la mieux placée pour convaincre Assad et son camp que le moment est venu pour eux de quitter la Syrie. A défaut, les liens militaires privilégiés dont jouit la Russie pourraient s'avérer un canal utile pour convaincre les principaux responsables de sécurité arabites, qui sont partie intégrante du régime, de destituer Assad et de s'engager dans une transition vers une véritable dé-

mocratie en Syrie. L'Eglise orthodoxe russe entretient également des liens historiques étroits avec la communauté chrétienne de Syrie, basée en grande partie dans les deux plus grandes villes du pays, Damas et Alep. Environ 70 % des chrétiens de Syrie suivent l'Eglise orthodoxe russe et son dirigeant, le patriarche Kirill, qui s'est rendu à Damas début novembre pour tenter de mettre un terme à la violence. De tels liens seraient utiles pour toute transition à venir, dans laquelle la Russie pourrait jouer un rôle important.

Mais la question demeure : comment convaincre la Russie de travailler avec la communauté internationale plutôt que de continuer à protéger le régime d'Assad ? Plus important encore, comment la communauté internationale peut-elle démontrer à la Russie que ses intérêts stratégiques seraient mieux assurés en se préparant, dès aujourd'hui, au jour où le régime Assad mettra un terme à ses 41 années de domination brutale et oppressante ?

A ce jour, la position russe demeure en faveur du régime. Elle promeut les discours de ce dernier, alléguant des attaques par des « bandes armées » et une ingérence étrangère. Elle a également jugé contre-productive et « déconcertante » la décision de la Ligue arabe d'imposer des sanctions contre le régime. En réponse à la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU condamnant les violations des droits humains en Syrie, l'ambassadeur russe a qualifié cette résolution d'unilatérale et politisée, la rejetant comme un « appel ouvert à s'ingérer dans des affaires intérieures de la Syrie ».

Des officiels européens, turcs et américains de haut rang croient percevoir le

debut d'une prise de distance de la Russie vis-à-vis de Bachar el-Assad. Ils soulignent que son abstention à une résolution non contraignante de l'Assemblée générale des Nations unies fin novembre, condamnant la répression et les violations des droits de l'homme commises par le régime, constitue le signe d'un changement de position de la Russie. La rencontre du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avec le Conseil national syrien, ainsi que ses

Les États arabes doivent s'engager auprès de la Russie et la pousser à regarder vers l'Est. L'Arabie saoudite est particulièrement bien placée pour le faire

contacts continus avec les forces d'opposition suggèrent qu'il serait prêt à entrer dans un dialogue sérieux avec ces groupes. La récente interview desonoraire d'Assad sur un important réseau de télévision américaine, dans laquelle il a nié contrôler les forces de sécurité, devrait certainement susciter la consternation de Moscou et démontrer à quel point son partenaire syrien a perdu de sa fiabilité.

A ce jour, néanmoins, aucun effort concerté n'a été conduit avec la Russie pour discuter de la crise actuelle et de ses intérêts stratégiques à long terme dans le cadre d'un Moyen-Orient en plein bouleversement. Les États arabes, en particulier, doivent s'engager auprès de la Russie et la pousser à regarder vers l'Est. L'Arabie

saoudite est particulièrement bien placée pour le faire. Les deux pays ont des liens historiques de longue date (la Russie était le premier État à reconnaître l'Arabie saoudite en 1932) et ont accru leur coopération bilatérale et leurs échanges commerciaux depuis que Poutine est devenu le premier dirigeant russe à avoir visité le royaume saoudien en 2007. De même, une Egypte émergente pourrait chercher à approfondir le traité de 2009 sur les partenariats stratégiques avec Moscou, qui promettait une plus grande coopération bilatérale dans les domaines de la science, de l'éducation et du tourisme. Les pourparlers sur la coopération future avec d'autres pays arabes, tels que les Émirats arabes unis (qui discutent de la fourniture de combustibles nucléaires avec la Russie, devraient rassurer Moscou quant à la possibilité de nouer des relations durables avec les principaux États de la région après Assad.

Neuuf mois après le début du conflit sanglant en Syrie, la communauté internationale fait toujours preuve d'un manque de coordination dans sa réponse. Bien qu'une coalition arabe et occidentale existe, il est fondamental que la Russie s'y implique pour discuter de la marche à suivre. Il reste encore beaucoup à entreprendre pour faire cesser la violence en Syrie et protéger ses civils, en particulier ses minorités, à défaut de quoi le pays pourrait sombrer dans un bain de sang. Arrêter cela devrait constituer une obligation à la charge des Russes et de la communauté internationale.

*Egalement membre du Saboun Center for Middle East Policy à la Brookings Institution



DESSIN DOBERTZ

De Morgen (Belgique / Belgium)

Syrië haalt zijn tanks weg uit de steden

BRUSSEL ● Het bewind in Syrië heeft zijn tanks teruggetrokken uit de stadscentra en ongeveer 3.500 gevangenen vrijgelaten. Dat heeft het hoofd van de Arabische Liga, Nabil Elaraby, laten weten. Maar volgens hem blijven sluipschutters een gevaar voor de burgerbevolking.

Tientallen waarnemers van de Arabische Liga zijn in Syrië om toe te zien op de naleving van een vredesplan. Tot frustratie van de betogers zijn zij er niet in geslaagd een einde te maken aan het bloedvergieten. Volgens Syrische activisten zijn sinds de komst van de waarnemers, vorige week, 390 mensen gedood door Syrische troepen.

Elaraby riep op tot een 'volledig staakt-het-vuren'. Op een persconferentie in Caïro erkende hij dat het moorden in Syrië doorgaat. "Er wordt nog geschoten en er zijn nog sluipschutters." Hij zei dat de missie van de Arabische Liga niet is volbracht voordat zij erin is geslaagd de

Syrische burgers te beschermen.

Het Syrische leger heeft zijn tanks en artillerie weggehaald uit de centra van de steden en uit woonwijken, aldus Elaraby. Dit werd bevestigd door de oppositiegroep Syrian Observatory for Human Rights. "Maar ze kunnen de tanks zo weer terugbrengen en inzetten", aldus een woordvoerder van deze organisatie.

Volgens het vredesplan van de Arabische Liga moet het regime van president Assad het leger en alle zware wapens terughalen uit de steden, onderhandelingen beginnen met de oppositie, politieke gevangenen vrijlaten en journalisten toelaten tot het land.

Elaraby zei dat het bewind de afgelopen week 3.484 gevangenen heeft vrijgelaten. Of de Arabische Liga dit aantal heeft kunnen bevestigen en wanneer de gedetineerden zijn vrijgekomen, bleef onduidelijk. (VK)

De Standaard (Belgique / Belgium)

ACTIVISTEN IN SYRIË ZIJN VERTROUWEN IN WAARNEMERS ARABISCHE LIGA KWIJT

De tanks zijn weg, de scherpschutters blijven schieten

Volgens de omstreden waarnemersmissie van de Arabische Liga heeft het Syrische regime zijn tanks en artillerie uit de opstandige steden teruggetrokken. Zijn sluipschutters daarentegen nog niet, zodat het dodental blijft stijgen.

VAN ONZE MIDDEN-OOSTEN-CORRESPONDENT

JORN DE COCK

BRUSSEL | De secretaris-generaal van de Arabische Liga, Nabil al-Arabi, had gisteren op een persconferentie in Caïro goed en slecht nieuws te melden over de situatie in Syrië. In woelige steden als Homs en Hama hebben Syrische legertanks en artillerie zich 'teruggetrokken naar de buitenwijken'.

Maar, zei hij ook, 'ja, er wordt nog altijd geschoten en ja, er zijn nog altijd scherpschutters. Ja, het doden gaat nog altijd verder. Ons objectief is dat we op een ochtend wakker worden en horen dat er niemand is gedood. De filosofie van onze missie is burgers te beschermen, dus zolang er burgers worden gedood, is onze missie niet afgewerkt. Er moet een compleet staakt-het-vuren komen', aldus Al-Arabi.

Het Syrische regime zou in de voorbije dagen ook 3.484 gevangenen hebben vrijgelaten – al blijft het net zoals bij eerdere amnestiemaatregelen onduidelijk of het gaat om gewone criminelen of om politieke gevangenen. Ook dan blijven er nog minstens tienduizend Syrische opposanten in de cel, terwijl mensenrechtenorganisaties als *Human Rights*

Watch stellen dat gearresteerde activisten uit gewone gevangenissen zijn overgebracht naar militaire bases. Daar hebben de aanwezige waarnemers van de Arabische Liga geen toegang.

De waarnemingsmissie van de Arabische Liga, die officieel begon op 26 december, blijft daarmee erg omstreden. 'Aanvankelijk hoopten we nog dat de waarnemers echte druk zouden kunnen uitoefenen op het regime', vertelt een Syrische activist via de telefoon aan De Standaard. 'Maar niet alle waarnemers lijken goed te begrijpen wat er hier aan de hand is, of ze staan aan de kant van het regime. Het resultaat is hetzelfde: als wij gaan betogen, worden we onder vuur genomen.'

Een beetje 'messy'

Probleem nummer één van de waarnemingsmissie is haar leider, de Sudanese generaal Mohammed al Dabi. De man is zelf geen onbeschreven blad: hij leidde de militaire inlichtingendienst van Sudan in de jaren negentig, en wordt ervan beschuldigd de Janjaweed-milities te hebben gecreëerd die in de provincie Darfour honderdduizenden slachtoffers maakten.

Vorige week zei Al Dabi na een bezoek aan de opstandige Syrische

stad Homs dat die wel een beetje *messy* was, maar dat hij 'niets angstaanjagends' had gezien. Op videobeelden van andere waarnemers in Homs was die dag duidelijk zwaar geweervuur te horen. Dit weekeinde wou Al Dabi ook een van zijn misseleden corrigeren die bij een bezoek aan de zuidelijke stad Deraa sluipschutters had gesignaleerd op de daken. Volgens Al Dabi ging dat om een 'hypothese'.

Tussentijds rapport

Andere waarnemers namen zelf het initiatief om naar de Arabische satellietzender Al Jazeera te bellen en te zeggen dat de missie 'geen zin' had. Zondag stelde het 'Arabische parlement', een adviesorgaan van de Arabische Liga, dat de waarnemers beter meteen konden worden teruggetrokken. Met zijn persconferentie van gisteren probeerde secretaris-generaal Nabil al-Arabi duidelijk die kritiek te pareren.

Eind deze week zou een eerste tussentijds rapport van de waarnemingsmissie moeten worden vrijgegeven. Intussen heeft de Liga beloofd dat er snel twintig bijkomende misseleden worden uitgestuurd: met 66 waarnemers, in een land met 23 miljoen inwoners, heeft de Liga voorlopig een

'Zolang er burgers worden gedood, is onze missie niet afgewerkt'

NABIL AL-ARABI,
secretaris-generaal
van de Arabische Liga



erg beperkt beeld van wat er gebeurt in Syrië. Het regime probeert daarvan duidelijk misbruik te maken.

Sinds het begin van de waarnemingsmissie, anderhalve week geleden, zijn in Syrië alweer minstens tweehonderd doden gevallen. Toen betogers zondag de Arabische waarnemers probeerden te spreken bij hun bezoek aan Daraa, een buitenwijk van de hoofdstad Damascus, werden ze volgens plaatselijke activisten door het leger begroet met 'traangas, kogels en brutale aanvallen'. Het totale dodental van negen maanden volksofstand tegen het regime van president Bashar al Assad staat rond de zesduizend.

Frankfurter Allgemeine Zeitung (Allemagne / Germany)

Vernichtende Bilanz

Die Beobachtermission in Syrien steht in der Kritik

Von Rainer Hermann

ABU DHABI, 2. Januar. Für die erste Gruppe von Beobachtern der Arabischen Liga ist die Mission in Syrien nach zehn Tagen beendet. Sie traf am Montag in Kairo ein. Eine Stellungnahme wollte Samir Saif al Yazal, der stellvertretende Generalsekretär der Liga, zu dem, was er vor allem in Damaskus gesehen und gehört hatte, aber nicht abgeben. Dabei hatte Nabil al Arabi, der Generalsekretär der Liga, vor der Abreise der ersten Beobachter am 23. Dezember noch gesagt, eine Woche reiche, um zu sehen, ob das syrische Regime sein Wort halte und den Friedensplan der Liga in die Tat umsetze. Das mit eigenen Augen zu überprüfen war die Aufgabe der Beobachtermission. Ein Sprecher der Arabischen Liga sagte in Kairo, es sei doch noch zu früh, über die Mission zu urteilen. Sie sei ja auf einen Monat angesetzt.

Dabei sind die Fakten schon heute bekannt. Allein in den letzten fünf Tagen sind in Syrien mindestens 150 Menschen durch Sicherheitskräfte getötet worden, seit dem 23. Dezember gab es mehr als 286 Tote. Die Beobachter haben mit ihrer Anwesenheit dem Töten also kein Ende gesetzt. Noch immer sind aber 60 arabische Beobachter in Syrien. Auch ihr Aufenthalt soll bald zu Ende sein. Das fordert das Arabische Parlament, ein Organ der Arabischen Liga, in das die Mitgliedstaaten 88 Parlamentsabgeordnete oder andere Vertreter entsenden.

Ihr Vorsitzender, der Kuweiter Ali Salem Dekbas, zieht eine vernichtende Bilanz der Beobachtermission. Ihre Anwesenheit lenke von den „flagranten Verbrechen“ des syrischen Regimes und dem fortgesetzten Töten Unschuldiger ab, sagte er in Kairo. Daher wäre es besser, sie umgehend abzuziehen. Die Empfehlungen des Arabischen Parlaments sind für die Liga indes nicht bindend. Es war aber das erste Organ in der Arabischen Liga, das vor Monaten das Einfrieren von Syriens Mitgliedschaft in der Arabischen Liga empfohlen hatte, was dann auch geschah.

Nun hat das Arabische Parlament Generalsekretär Nabil al Arabi aufgefordert, ein Treffen der Außenminister anzusetzen, die den sofortigen Abzug der Beobachter beschließen sollten. Denn das fortgesetzte Töten unter den Augen der Beobachter habe in der ganzen arabischen Welt Zorn hervorgerufen, und das stelle den Auftrag doch in Frage, sagt Dekbas. Auch der oppositionelle Syrische Nationalrat bilanziert trocken, dass die Anwesenheit der Beobachter das Verhalten des Regimes nicht beeinflusse.

Erkannt haben die Abgeordneten des Arabischen Parlaments, dass es mit der Glaubwürdigkeit der Beobachter reichlich schlecht bestellt ist. Das hängt zu einem großen Teil mit dem Chef der Beobachter zusammen, dem früheren sudanesischen Militärgeheimdienstchef Muhammad al Dabbi. Während der Internationale Strafgerichtshof in Den Haag Dabbi wegen Verbrechen gegen die Menschlichkeit in Darfur mit einem Haftbefehl suchen lässt, deckt dieser die Verbrechen des syrischen Staatspräsidenten Baschar al Assad. Der ebenfalls wegen Verbrechen gegen die Menschlichkeit mit internationalem Haftbefehl gesuchte sudanesischer Präsident Omar al Baschir hatte Dabbi vorgeschlagen, und Assad hatte seine Zustimmung zu der Beobachtermission davon abhängig gemacht, dass Dabbi diese anführe.

Videos, die der Nachrichtensender Al Arabija ausstrahlte, zeigten ihn, wie er in den vergangenen Tagen reichlich desinteressiert den Klagen der Zivilbevölkerung zuhörte, etwa im Stadtviertel Baba Amr in Homs, einer Hochburg der Proteste. Die Mitglieder seiner Gruppe, die sich vor allem um Homs und Hama kümmern sollten, streiften dann aber allmählich ihre Scheu ab und gaben selbst Stellungnahmen ab.

Viel gesehen haben sie offenbar nicht. Denn in Hama trugen die Demonstranten Spruchbänder, auf denen steht: „Beobachter sind wie Geister, wir haben sie in Hama nicht gesehen.“ Ein Video zeigt indes, wie in Baba Amr ein Beobachter Augenzeuge von Gewaltübergriffen der Sicherheitskräfte wird und er umgehend mit seinem Handy staatliche Behörden anruft und sie auffordert, die Gewalt einzustellen. Ein anderer Beobachter sagte in einem von einem Amateur aufgenommenen Video, er habe mit eigenen Augen in Daraa Heckenschützen gesehen. Dabbi entgegnete dem, sein Kollege habe nur hypothetisch gesprochen, also von dem Fall, dass er welche sehe würde.

In den meisten arabischen Medien kommt die Beobachtermission nicht gut weg. Syrien brauche keine Delegationen und keine Beobachter, sondern einen ernsthaften Versuch, die Tötungsmaschinerie des Regimes zu stoppen, kommentiert die panarabische Zeitung „Al Sharq al Awsat“. Wer zu diesen Verbrechen schweige, werde zu einem Komplizen, schrieb der Kommentator weiter. Die Fakten seien ja auch ohne die Beobachter bekannt.

Mission in Syrien spaltet Arabische Liga

Beobachter sehen Rückzug
des Militärs aus Städten

Erstmals seit Beginn ihrer Beobachtermission hat die Arabische Liga offiziell eingeräumt, dass die syrischen Sicherheitskräfte weiter auf mutmaßliche Regimegegner schießen. „Ja, es wird noch geschossen, und ja, es gibt Heckenschützen“, sagte der Generalsekretär der Liga, Nabil al-Arabi, gestern vor der Presse in Kairo. Er betonte aber, die Mission, die in der vergangenen Woche begonnen hatte, sei nicht gänzlich erfolglos. „Es gibt keine militärische Präsenz mehr in den Städten und Wohnvierteln, in (der Protesthochburg) Homs sind die Menschen mit Lebensmitteln versorgt worden, Leichen konnten geborgen werden.“

Al-Arabi steht vor dem Problem, dass seine Organisation gespalten ist. Ägypten, Algerien und der Sudan wollen dem Assad-Regime noch eine Chance geben. Katar, Saudi-Arabien sowie Tunesien und Libyen sind dagegen der Meinung, dass sich das Morden in Syrien nur durch ein internationales Eingreifen unter dem Dach der Vereinten Nationen beenden lässt.

Die Beobachter sollen die Umsetzung eines von der Arabischen Liga vermittelten Friedensplans überwachen. Er sieht unter anderem den Rückzug der Soldaten aus den Wohngebieten des Landes vor. Doch das Regime von Baschar al-Assad, das den Arabern nur Zugang gewährt hatte, weil es eine Resolution des Unosicherheitsrates befürchtete, spielt mit der Delegation Katz und Maus. Und die Gewalt hält an. Gestern wurden laut Aktivisten 16 Menschen getötet.

Auch die Beobachter selbst sind unzufrieden und verunsichert. „Einige von uns wurden bedroht“, zitiert die saudische Zeitung „al-Iktissadja“ einen. Andere zeigten sich „verzweifelt“, weil der Chef der Mission, Mustafa al-Dabi, positive Äußerungen zur angeblichen Kooperationsbereitschaft des Regimes mache, die völlig an der Realität vorbeigingen.

Die Protestbewegung unterstützt die Mission im Grundsatz. „Die Anwesenheit der Beobachter ist sehr wichtig, auch wenn wir Vorbehalte gegen einige von ihnen haben“, sagte Ahmed al-Chatib, ein Sprecher der sogenannten Koordinationskomitees. „Wir glauben zwar nicht, dass sie ein vollständiges Bild von der Lage haben, aber wenn sie in ihrem Bericht auch nur einen kleinen Teil der Wahrheit aufdecken, dann werden wir zufrieden sein.“ Wie es hieß, wurden Namen von Dörfern und Straßen geändert, um den Beobachtern vorzugaukeln, sie hätten die Hochburgen des Aufstands besucht. „Sie haben sie in ein Dorf geführt und gesagt, dies sei die Ortschaft Dana. Doch in Wirklichkeit haben sie ein Dorf in der Nähe von Dana gezeigt, in dem vor allem regimetreue Offiziere leben“, so ein Sprecher. DPA

Syrien narrt die Arabische Liga

Damaskus betrugt die Beobachterdelegation und übt weiter Gewalt gegen das Volk aus.

BERLIN. Die Arabische Liga (AL) denkt offen über den Abzug der von ihr erzwungenen Beobachterdelegation in Syrien und die Verbindung schärferer Maßnahmen gegen die Führung des Landes nach. Zuvor war bekannt geworden, dass die Führung um den diktatorisch herrschenden Präsidenten Baschar el Assad die AL-Beobachter massiv betrogen hat und weiter massiv Gewalt gegen das eigene Volk anwendet.

AL-Generalsekretär Nabil al-Arabi bestätigte gestern neue Angriffe des syrischen Militärs. Es habe gewaltsam Massenproteste gegen Assad aufgelöst. Al-Arabi forderte in Kairo einen sofortigen Waffenstillstand. Das AL-Parlament hatte zuvor einen Abzug der Beobachtermission gefordert, da Assad

trotz der internationalen Beobachter weiterhin Gewalt anwende, wobei seit Entsendung der Delegation vor einer Woche mindestens 150 Menschen getötet worden seien.

Zudem war bekannt geworden, dass Syriens Machthaber die AL massiv betrügt: So sollen nach Oppositionsangaben gezielt Ortschaften umbenannt und so die AL-Mission in falsche Dörfer und Städte gebracht worden sein. Damit sollten die Massaker des Militärs an Assad-Gegnern und Armee-Deputierten verschleiert werden.

Seit Beginn der inzwischen immer stärker werdenden Proteste gegen das

Assad-Regime vor nunmehr neun Monaten sind nach Angaben der UNO mehr als 5000 Menschen getötet worden. Syrischen Behörden zufolge sollen auch 2000 Sicherheitskräfte ums Leben gekommen sein.

Zuletzt soll Assad laut al-Arabi immerhin schwere Waffen und Panzer aus den umkämpften Städten zurückgezogen haben. Die Armee ziehe sich inzwischen an die Stadtränder zurück. Sollte Damaskus aber nicht vollständig einlenken, seien verschärfte Maßnahmen gegen Syrien nicht mehr auszuschließen. mbr



Baschar el Assad

Heckenschützen in Syrien

Arabische Beobachter
berichten von Schießereien

Kairo – Erstmals seit Beginn ihrer Beobachtermission in Syrien hat die Arabische Liga offiziell eingertumt, dass die Sicherheitskräfte von Präsident Assad weiter auf Regimegegner schießen. „Ja, es wird noch geschossen, und ja, es gibt Heckenschützen“, sagte der Generalsekretär der Liga, Nabil al-Arabi, am Montag vor der Presse in Kairo. Das hätten Beobachter telefonisch berichtet. „Das Schießen muss vollständig aufhören“, forderte al-Arabi. Es war das erste Mal seit der Entsendung der Beobachter am 27. Dezember, dass sich al-Arabi selbst zur Lage äußerte. „Es ist schwer zu sagen, wer auf wen schießt“, sagte der Generalsekretär. Die Mission sei jedoch nicht erfolglos. „Es gibt keine militärische Präsenz mehr in den Städten und Wohnvierteln. In Homs sind die Menschen mit Lebensmitteln versorgt worden, Leichen konnten geborgen werden.“ Am Montag wurden laut Aktivisten 16 Menschen getötet. Die syrische Protestbewegung warnte vor Täuschungsmanövern des Regimes.

In den vergangenen Tagen hatte es widersprüchliche Aussagen zu Heckenschützen gegeben. Der sudanesischer General Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi, der die Beobachterdelegation leitet, bestritt, dass eines seiner Teammitglieder die Präsenz von Heckenschützen bestätigt habe. Al-Dabi steht aber selbst in der Kritik, weil er in seiner Heimat für

„Es ist schwer zu sagen,
wer auf wen schießt“,
sagt Generalsekretär al-Arabi.

willkürliche Verhaftungen und Folter verantwortlich sein soll. Der General soll der Arabischen Liga „innerhalb von zwei Tagen“ seinen ersten schriftlichen Bericht übermitteln, wie der Generalsekretär mitteilte. Al-Arabi sagte, dass seit dem Beginn der Beobachtermission 3484 Häftlinge aus syrischen Gefängnissen freigelassen worden seien.

Ein Teil der arabischen Beobachter hatte Syrien am Sonntag verlassen. Eine neue Gruppe sollte am Dienstag anreisen. Die staatliche Nachrichtenagentur Sana berichtete über Besuche der Beobachter in Homs sowie den Provinzen Idlib und Daraa. Sie berichtete außerdem über die Beerdigung von elf Polizisten, die von Terroristen getötet worden seien.

Israels Verteidigungsminister Ehud Barak sagte indes den baldigen Sturz des syrischen Präsidenten Baschar al-Assad voraus. Assad und seine Familie würden sich nur noch „einige Wochen“ halten können, sagte Barak am Montag. Er halte es für unmöglich vorherzusagen, was nach einem Sturz Assads in Syrien geschehen werde. Die Schweiz verweigerte dem Geheimdienstchef von Damaskus, Hafis Machluf, ein Einreisevisum. Der Cousin von Präsident Assad steht auf einer Liste von 54 syrischen Personen und Institutionen, deren Guthaben in der Schweiz eingefroren wurden. *dpa, AFP*

La Ligue arabe reconnaît l'impuissance de ses observateurs

La mission est de plus en plus critiquée. Car la répression se poursuit

Cathy Macherel avec AFP

«Il y a toujours des tirs et des tirs embusqués dans les villes syriennes», a déploré hier au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil el-Arabi, et cela malgré le déploiement de ses observateurs sur le terrain. L'armée syrienne avait retiré ses armes lourdes de plusieurs villes hier, mais on est encore loin d'un cessez-le-feu réclamé hier encore par la Ligue arabe.

Depuis quelques jours, les critiques pleuvent contre cette mission qui ne semble pas avoir les moyens de faire son travail. Dimanche, le président du Parlement arabe, Salem el-Diqbassi, avait appelé à son retrait immédiat. [...] Le régime syrien continuait à tuer des civils innocents. Les Comités locaux de coordination (LCC), qui organisent la mobilisation sur le terrain, avaient fait état le même soir de la mort de 315 civils, dont 24 enfants, depuis l'arrivée des observateurs.

A Londres, l'Observatoire syrien des droits de l'homme prétend que les délégations d'observateurs ne sont pas emmenées là où il le faudrait. Et de citer l'exemple



Une délégation d'observateurs (en veste orange ou jaune) à l'hôpital de Daraa, au sud de la Syrie. EPA

d'une visite d'une cimetière près d'Homs au moment même où, dans cette ville, des milliers de manifestants étaient dispersés par des tirs en l'air. Hier, deux civils ont

été tués et quatre autres blessés dans cette même ville par des tirs des forces de sécurité. «Les observateurs sont restés trop longtemps dans leurs hôtels

Un cousin d'Assad refusé en Suisse

La Suisse a refusé un visa d'entrée à Hafez Makhlouf, chef des services secrets de Damas et cousin du président Bachar el-Assad. Considéré comme un partisan de la ligne dure au sein des dirigeants syriens, et comme le responsable des répressions brutales contre les opposants au régime, notamment dans la ville de Daraa (sud), Hafez Makhlouf figure en ce position sur une liste de 54 personnes physiques ou morales dont les avoirs ont été gelés en Suisse. Il est aussi le frère du milliardaire syrien Rami Makhlouf, l'une des figures les plus riches en Syrie.

C'est le Tribunal fédéral qui a prononcé en dernière instance le refus de visa. Selon la Neue Zürcher Zeitung am Sonntag, qui a révélé l'information, ce proche d'El-Assad voulait se rendre à Genève pour y rencontrer son avocat, Me Pascal Dévaud, afin précisément de contester les mesures prises par la Suisse à son encontre. Les juges du Tribunal fédéral ont estimé que Hafez Makhlouf et son avocat avaient «à leur disposition des moyens de communication modernes» et que l'avocat «peut aisément se rendre en Syrie» pour discuter avec ce client. La Suisse a bloqué des fonds syriens d'un montant de 50 millions de francs (42 millions d'euros), dans le cadre de ses sanctions contre le régime syrien. **AFP**

Conseil national syrien, principal mouvement de l'opposition syrienne, dans des déclarations à la chaîne al-Arabiya.

La mission elle-même est contestée de par sa composition: à sa tête se trouve le général Mohtamed Ahmed Mustafa el-Dabi, qui fut le chef des services de renseignements militaires au Soudan, nommé par le président Omar el-Béchir en personne, afin de lutter contre l'opposition au pouvoir de Karthoum. «La Ligue arabe a choisi le général Dabi qui appar-

tient à une armée ayant commis des crimes de guerre au Darfour. Amnesty international l'a rendu responsable de cas d'arrestations arbitraires et de torture contre beaucoup de personnes au Soudan», écrivait hier le quotidien à capitaux saoudien, al-Hayat, basé à Londres, dans un article intitulé «Le scandale el-Dabi».

Alors que la mission devrait être soumise à une évaluation ces prochains jours, un deuxième groupe d'observateurs doit arriver jeudi en Syrie.

Il Manifesto (Italie / Italy)

MEDIO ORIENTE • Il premier di Gaza gira la regione ma «salta» Damasco, ormai disertata dai suoi quadri

E Hamas «molla» la Siria di Assad

Michele Giorgio

GERUSALEMME

Hamas dice addio a Damasco. Il movimento islamico palestinese non lo confermerà mai ufficialmente, ma l'abbandono della capitale siriana, per molti anni sua roccaforte in esilio, è una decisione già presa dal consiglio della Shura e dal capo del politburo Khaled Mashaal.

Certo, un ufficio locale rimarrà operativo in Siria ma l'assenza di una tappa a Damasco nel tour che sta svolgendo nella regione il premier di Gaza, Ismail Haniyeh, spiega tutto senza bisogno di un annuncio ufficiale. Non solo. Il premier di Hamas domenica scorsa è stato accolto con tutti gli onori in Turchia dal premier Erdogan e dal ministro degli esteri Davutoglu, a conferma delle relazioni sempre più strette con gli islamisti turchi, ora avversari implacabili del presidente siriano Bashar Assad.

Secondo la stampa araba e in particolare il quotidiano libanese *al Akhbar*, 200 «impiegati» dell'ufficio di Hamas hanno già lasciato Damasco per Turchia, Libano, Qatar, Sudan e Egitto. I loro familiari in possesso di documenti giordani si sono trasferiti ad Amman, i rimanenti hanno raggiunto altre capitali. Mashaal e il suo vice Musa Abu Marzouq sono ufficialmente ancora in Siria ma trascorrono più tempo fuori che a Damasco. E si dice che il Qatar sia pronto a versare generose donazioni nelle casse vuote giordane se il regno hashemita tornerà ad accogliere la leadership di Hamas (come prima del 1999). Amman smentisce, ma pare che la trattativa sia aperta.

La (quasi) guerra civile siriana,

Il movimento islamista palestinese si «riposiziona» con i Fratelli musulmani

con lo scontro aperto in varie aree del paese tra la maggioranza sunnita e i militari del regime di Bashar Assad dominato dalla minoranza alawita, ha messo alle strette i dirigenti di Hamas. Una fonte giornalistica di Gaza molto vicina al movimento islamico ha detto al *manifesto* che i Fratelli musulmani siriani hanno chiesto ai loro compagni palestinesi di negare appoggio allo «sciita» Assad. Anche perché la situazione sul terreno indica che in Siria - come in Tunisia, Marocco, Libia ed Egitto - le forze islamiste sunnite presto arriveranno al potere. «La decisione di prendere le distanze da Assad - aggiunge la fonte - si inserisce in un processo di trasformazione di Hamas in senso pragmatico, voluto da Mashaal e Haniyeh».

Hamas in sostanza vuole darsi una veste più politica e meno militante - pur senza rinunciare pubblicamente alla lotta armata né riconoscere apertamente Israele, come gli chiedono Usa e Unione europea - di fronte ai cambiamenti provocati dalle rivolte arabe nel 2011 che, avviate da movimenti e forze laiche contro tiranni e dittatori, hanno aperto la strada del potere ai partiti islamisti. Nuove leadership arabe non antagoniste degli interessi americani nella regione, come prova la Libia post-Gheddafi. E l'Amministrazione Obama ha già ricambiato con aperture inimmaginabili negli otto anni di George W. Bush alla Casa Bianca. D'altronde Washington è alleata da decenni di monarchie «feudali» arabe che impongono nei loro paesi modelli sociali e culturali ben più chiusi di quelli proposti dalla Fratellanza islamica.

La tendenza in corso, scommette Mashaal, è destinata ad arrivare anche nei Territori occupati. Da qui la decisione di accelerare la riconciliazione con l'Anp di Abu Mazen e dare il via libera alle elezioni legislative e presidenziali, che dovrebbero tenersi il prossimo maggio. Hamas è abbastanza sicuro di

poter bissare il successo del 2006 e ha buone speranze di conquistare anche la presidenza palestinese se, come sembra, Abu Mazen si farà da parte e i rivali di Fatah non riusciranno a candidare il loro dirigente più popolare, Marwan Barghouti, in carcere in Israele da quasi 10 anni: Benyamin Netanyahu non lo volle scarcerare nel quadro del recente scambio tra il soldato Ghilad Shalit e centinaia di detenuti palestinesi.

Nel processo di trasformazione rientra anche l'ordine dato da Mashaal di fermare i lanci di razzi da Gaza verso Israele. E il probabile cambio del nome del movimento in «Fratelli musulmani della Palestina» - coerente con il recente passo compiuto da Hamas di rendersi autonomo dalla Fratellanza giordana. Sollecitato con gran forza da Erdogan e Davutoglu e volto a lanciare segnali concilianti a Stati Uniti ed Europa, l'ammorbidente di Hamas si scontra però con il rifiuto di Israele a qualsiasi apertura se non preceduta dal suo riconoscimento pieno da parte degli islamisti palestinesi. Sul quotidiano *Haaretz* l'analista Gideon Levy commenta: «Invece di incoraggiare la moderazione, autentica o immaginaria, strategica o tattica, Israele si affretta a stroncarla alla nascita».

El País (Espagne / Spain)

La Liga Árabe tropieza en Siria

AGENCIA/EL PAÍS, Beirut / Madrid

Los soldados sirios se han retirado, según aseguraba ayer el secretario general de la Liga Árabe, Nabil al Arabi, desde el centro de las ciudades sirias a la periferia. Los tanques y la artillería han abandonado su emplazamiento en las zonas urbanas, pero los francotiradores siguen haciendo de las suyas y la muerte de civiles continúa su ritmo habitual: más de 5.000 desde que hace 10 meses estallara la revuelta contra el régimen de Bashar el Asad; casi 400 desde que los 60 observadores de la Liga Árabe llegaron a Siria hace una sema-

na. La citada misión debía verificar la aplicación de un plan que debía concluir con la retirada de los militares a los cuarteles, el inicio de negociaciones con la oposición política y la liberación de los miles de detenidos por las fuerzas de seguridad del régimen.

Casi nadie cree que esta iniciativa vaya a prosperar. El Parlamento árabe, organismo asesor de la Liga Árabe, dijo el domingo que los observadores, que carecen de la confianza de la población, debían salir de Siria porque la violencia persiste. Más allá de llevar alimentos a varias ciudades y de la liberación de

rieron en Siria, diez de ellas en la ciudad de Homs, la más castigada por los soldados del régimen. Pero también los rebeldes y los desertores del Ejército son cada día más activos en el campo de batalla. Portavoces del régimen calculan que unos 2.000 miembros de los cuerpos de seguridad han fallecido desde que a mediados de marzo comenzó la revuelta en la sureña Deraa, en la misma frontera con Jordania.

Grupos de rebeldes capturaron ayer a docenas de soldados en tres controles militares. En uno de ellos, un número no determinado de militares murieron o fueron hechos prisioneros.

A diferencia de Libia o Túnez, países cuya relevancia estratégica es limitada, Siria es el corazón del mundo árabe y un país crucial —Egipto también lo es— para el devenir de los acontecimientos en Oriente Medio. Si en el caso libio la Liga Árabe fue eficaz —algo nada habitual— a la hora de decidir su apoyo a la misión militar internacional que concluyó con el derrocamiento y muerte de Muamar el Gadafi, en Siria no cabe esperar una intervención militar extranjera abierta —la OTAN y los países occidentales la han descartado de plano— y tampoco que la Liga Árabe imponga una solución aceptable para los bandos. Para los rebeldes no hay vuelta atrás: el régimen, tras medio siglo en el poder, debe desaparecer.

The Irish Times (Irlande / Ireland)

Syrian tanks have pulled out of cities, says Arab League

MICHAEL JANSEN

ARAB LEAGUE secretary general Nabil al-Arabi said yesterday that the Syrian army had withdrawn heavy weapons and troops to the outskirts of cities although snipers continued to operate from rooftops in residential districts.

"Yes, there is still shooting and, yes, there are still snipers... killings continue."

Mr Arabi pledged to take up the issue with the Syrian government but said: "It is difficult to say who is firing on whom... The objective is for us to wake up in the morning and hear that no one is killed. The mission's [task] is to protect civilians, so if one is killed, our mission is incomplete... There must be a complete ceasefire." He also said food supplies had reached residents of restive areas and the bodies of the dead had been recovered.

After almost 10 months of violence, in which the United Nations says more than 5,000 people have been killed, the Arab League monitoring mission has spent the past week assessing Syrian president Bashar al-Assad's compliance with a peace plan.

The head of the monitoring mission, Sudanese general Mustafa Dabi is set to submit his first report in two days, Mr Arabi said, dismissing criticism of the choice of the general. "He is a capable military man with a clean reputation."

The general was head of Sudan's military intelligence during a period of repression. New teams of monitors are due to arrive in Syria on Thursday to reinforce the 66 already deployed.

Mr Arabi asked the opposition and Syrian citizens to give the monitors the names of relatives and friends imprisoned by the regime because the league does not have a list of dissidents detained since the revolt began in mid-March.

It has also been unable to verify the government's announcement that 3,484 prisoners had been freed. "We call for the release of all," Mr Arabi said.

In the northern province of Idlib, defectors captured troops manning two checkpoints and clashed with others at a third, killing and wounding an unspecified number, the London-

based Syrian Observatory for Human Rights reported.

If correct, these attacks constitute a violation of the league plan, which calls for a halt to violence by all parties, withdrawal of the military from urban areas, and the release of prisoners.

The observatory also said at least three civilians had been killed, while the official news agency Sana reported pro-government demonstrations in Deir al-Zor and Homs provinces.

A pro-regime website said President Assad plans to form a new government, including opposition figures and independent politicians.



Comhairle Contae Fhine Gall Fingal County Council

NOTICE OF DEPOSIT OF RATE BOOKS FOR INSPECTION AND OF INTENTION TO MAKE RATES COUNTY HEALTH DISTRICT OF FINGAL

Notice is hereby given that the Fingal County Council are about to make a county rate on the property rateable thereto in the County Health District of Fingal.

The annual rate on valuation for ordinary expenditure of the Council for the service of the year ending on 31st December 2012 is **0.144**.

COUNTY CHARGES

Annual Rate on Valuation : **0.144**

We've failed to end killing, Arab chief admits

By Adrian Blomfield
Middle East Correspondent

THE secretary-general of the Arab League was forced to step into a growing row over the conduct of the observer mission to Syria yesterday.

Nabil Elaraby dismissed claims that it was colluding with the Assad regime to cover up the killing of protesters, and said that at the League's latest President Bashar al-Assad had released 3,484 prisoners and pulled his tanks back from the centre of many cities.

But he conceded that the presence of

the monitors had failed to prevent Mr Assad's security force from killing unarmed protesters.

Contradicting the claims of the mission's chief, Lt-Gen Mustafin al-Dabi, Mr Elaraby also acknowledged that government snipers were continuing to shoot at demonstrators.

He denounced that the Syrian government abide by the terms of an Arab League peace plan by imposing an immediate ceasefire.

"Yes, there is still shooting and yes, there are still snipers," he said at the League's headquarters in Cairo. "The

objective is for us to work up in the morning to hear that no one is killed.

"The mission's philosophy is to protect civilians, so if anyone is killed then our mission is incomplete. There must be a complete ceasefire."

Mr Elaraby's intervention will be seen as an attempt to shore up the League's waning credibility.

Gen Dahi, a senior Sudanese military chief, has been the focus of hostile criticism after claiming he had seen "nothing, nothing" in the city of Homs, where more than 1,000 people are said to have been killed since last March. The general

who has praised the Syrian government for being "co-operative", later contradicted one of his observers who said he had seen snipers shooting at protesters.

He claimed that his colleague had been spreading hypochondria. Such comments have outraged the Syrian opposition.

Mr Elaraby issued a robust defence of his colleague, saying he was "a respectable military man".

While the secretary-general's criticism of the Assad regime will be welcomed by some in the Syrian opposition, his support for Gen Dahi is likely to prompt incredulity and anger. Gen Dahi is a close

confidante of Omar al-Bashir, the Sudanese president wanted on war crimes charges by the International Criminal Court. He is accused of presiding over the creation of the Janjaweed, a government-backed militia that carried out a scorched-earth campaign in Darfur.

As the head of Sudan's feared military intelligence service, which he led until 1995, he was allegedly responsible for the torture and enforced disappearance of many of Mr Bashir's critics.

Despite the criticism, Mr Elaraby said the mission had succeeded in considerably reducing the level of violence that

has seen more than 5,000 civilians killed since the uprising began.

Three civilians were reportedly killed yesterday and activists said monitors were not seeing the real picture.

Mr Elaraby said it was often difficult to identify the source of gunfire.

Underlining those difficulties, Syrian rebels launched a series of attacks against army positions yesterday, killing several soldiers. The attacks were in spite of promises to abstain from military attacks while the observers remained in Syria.

Editorial Comment Page 21

Le Droit (Canada)

Malgré les observateurs, la répression sanglante se poursuit

La Ligue arabe demande l'arrêt total des tirs

DAMAS — Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a demandé hier que «les tirs s'arrêtent» en Syrie où le régime continue de réprimer les militants pro-démocratie malgré le déploiement des observateurs de l'organisation panarabe.

M. Arabi a affirmé que selon les «derniers rapports» reçus par téléphone des observateurs en Syrie «il y a toujours des tirs et des tireurs embusqués» dans les villes. «Il faut un arrêt total des tirs», a-t-il ajouté, dans les premières déclarations au sujet de la mission des observateurs arabes.

M. Arabi a en outre évoqué la possibilité d'une réunion prochaine des ministres arabes des Affaires étrangères pour évaluer cette mission.

Parallèlement, les appels au retrait des observateurs se sont multipliés depuis leur arrivée à Damas le 26 décembre, la répression sanglante menée par le régime ne marquant pas de répit, avec onze civils tués hier.

Cinq personnes, dont une enfant de 10 ans, ont été abattues à Homs par les forces de sécurité, et quatre autres y ont été blessées, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dans cette région, haut lieu de la contestation hostile au régime du président Bachar al-Assad, le corps d'un homme arrêté dimanche a été rendu à sa famille. Il portait des traces de torture, selon l'OSDH.

Cinq autres civils ont péri dans la région de Douma, près de Damas, quatre lors de perquisitions des forces de l'ordre et un sous les tirs des chabbiha, les milices civiles du régime, a affir-



AGENCE FRANCE-PRESSE/APFTV

Une capture d'écran de la télévision AFP montre les forces de sécurité syriennes marchant vers des protestants anti-régime, à Homs, vendredi.

mé l'OSDH, citant des habitants.

Un homme est en outre mort dans la région d'Idleb lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu à un barrage.

Observateurs encadrés

De leur côté, les observateurs étaient hier à Homs, Hama, Deraa où le mouvement de contestation a débuté, et à Daraya, près de Damas, pour rendre compte de la situation, selon l'agence officielle Sana.

Dans la région de Homs, les observateurs, encadrés par les autorités, ont visité une cimenterie près de Rastane, au lieu de se rendre dans cette ville où des milliers de manifestants ont été dispersés par des tirs en l'air, a déploré l'OSDH.

Pour sa part, la France a réclamé que les observateurs «soient en mesure de se rendre partout où ils doivent se rendre pour témoigner et pour accomplir de

façon crédible, objective et complète le mandat qu'ils ont reçu de la Ligue arabe».

Dimanche, le président du Parlement arabe, Salem al-Diqbassi, avait appelé à leur «retrait immédiat, [...] le régime syrien continuant à tuer des civils innocents», en «violation claire du protocole arabe qui prévoit de protéger le peuple syrien».

Les Comités locaux de coordination (LCC) qui organisent la mobilisation sur le terrain, ont fait état hier soir de la mort de 390 civils, dont 24 personnes décédées sous la torture et 30 enfants, depuis le début de la mission des observateurs.

Ces observateurs sont également contestés par les opposants syriens qui accusent le régime d'entraver leur mission et expriment des inquiétudes au sujet des «positions adoptées» par leur chef, le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi.

«Les observateurs sont restés trop longtemps dans leurs hôtels avant d'être autorisés à sortir sur le terrain et leurs visites se font sous la surveillance des agents de sécurité du régime», a déploré Jabr al-Choufi, membre du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition syrienne, dans des déclarations à la chaîne al-Arabiya.

Leur mission fait partie d'un plan de la Ligue arabe qui prévoit notamment la liberté de manifester, et le retrait des engins militaires des rues.

Général Dabi contesté

Certains remettent également en cause le choix du général Dabi «qui appartient à une armée ayant commis des crimes de guerre au Darfour», écrivait hier le quotidien à capitaux saoudien al-Hayat, basé à Londres.

Un deuxième groupe d'observateurs doit arriver jeudi en Syrie.

Dans la région d'Idleb, des déserteurs ont attaqué deux points militaires, prenant en otage des dizaines de soldats. Ils ont en outre tué plusieurs soldats.

«La famille Assad n'a plus que quelques semaines à exercer le pouvoir en Syrie», a estimé le ministre israélien de la Défense Ehud Barak, ajoutant qu'il était «impossible de prévoir [...] ce qui va arriver au lendemain de la chute de Bachar al-Assad».

Par ailleurs, la Suisse a refusé un visa d'entrée à un cousin du président Assad, Hafez Makhoul, chef des services secrets, qui voulait rencontrer son avocat en Suisse, selon le *NZZ Am Sonntag*.

Agence France-Presse

Le Journal de Montréal (Canada)

La Ligue arabe demande « que les tirs arrêtent »

DAMAS | (AFP) Le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, a demandé, hier, que « les tirs s'arrêtent » en Syrie où le régime continue de réprimer les militants pro-démocratie malgré le déploiement des observateurs de l'organisation panarabe.

M. Arabi a affirmé que selon les « derniers rapports » téléphoniques des observateurs en Syrie « il y a toujours des tirs et des tireurs embusqués » dans les villes. « Il faut un arrêt total des tirs », a-t-il ajouté, dans les premières déclarations au sujet de la mission des observateurs arabes.

M. Arabi a en outre évoqué la possibilité d'une réunion prochaine des ministres arabes des Affaires étrangères pour évaluer cette mission.

Onze civils tués

Parallèlement, les appels au retrait des observateurs se sont multipliés depuis leur arrivée à Damas, la capitale, le 26 décembre, la répression sanglante menée par le régime ne marquant pas de répit, avec onze civils tués, hier.

De leur côté, les observateurs étaient, cette même journée, à Homs, Hama, Deraa, où le mouvement de contestation a débuté, et à Daraya, près de Damas, pour rendre compte de la situation.

Dans la région de Homs, les observateurs, encadrés par les autorités, ont visité une cimenterie près de Rastane, au lieu de se rendre dans cette ville où des milliers de manifestants ont été dispersés par des tirs en l'air, a déploré l'Observatoire syrien des



PHOTO AFP

■ **Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont fait cinq morts à Homs.**

droits de l'Homme.

Les Comités locaux de coordination, qui organisent la mobilisation sur le terrain, ont fait état, hier soir, de la mort de 390 civils, dont 24 personnes décédées sous la torture et 30 enfants, depuis le début de la mission des observateurs.

Dans la région d'Idleb, des déserteurs ont attaqué deux points militaires, prenant en otage des dizaines de soldats. Ils ont en outre tué plusieurs soldats.

« La famille Assad n'a plus que quelques semaines à exercer le pouvoir en Syrie », a estimé le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak.

Par ailleurs, la Suisse a refusé un visa d'entrée à un cousin du président Assad, Hafez Makhoul, chef des services secrets, qui voulait rencontrer son avocat en Suisse.

Los Angeles Times (USA)

Syrian cease-fire is sought

The Arab League says the government has made progress, but the opposition disagrees, citing more deaths.

ALEXANDRA ZAVIS
REPORTING FROM BEIRUT
AMRO HASSAN
REPORTING FROM CAIRO

Syria's government has taken steps to comply with a regional initiative to end months of bloodshed, including pulling tanks out of cities and releasing nearly 3,500 detainees, the head of the Arab League said Monday. But he said gunfire continued and he called for a halt to the hostilities.

Syrian opposition activists disputed the assertion of significant progress, saying security forces had killed more than 150 people since Arab observers began work Dec. 27 to determine whether the government is ending a violent crackdown on dissent.

The reported death toll on Monday alone was as high as 28, said the Local Coordination Committees, a coalition that organizes protests and documents the violence. Most foreign journalists are barred from Syria, and it was not possible to verify the figures provided by the opposition.

The statement by Arab League Secretary-General Nabil Elaraby provided his first public comments on the findings of Arab observers, whose mission is the first of its kind for the 22-member regional bloc.

Elaraby defended the league's efforts, saying tanks and other military vehicles had pulled back to the outskirts of cities and residential areas, food aid had been



ARAB LEAGUE OBSERVERS, in baseball caps, talk to Syrians on Sunday in the northern province of Idlib in an image taken from television and released Monday.

provided and bodies had been recovered.

"Yes, there is still shooting, and yes, there are still snipers," Elaraby told reporters in Cairo, where the Arab League is based. But he said it was "hard to say who is shooting whom."

"There must be a complete cease-fire," he said.

Elaraby's remarks were met with disbelief by opposition activists in some of Syria's major trouble spots.

"Either the Arab observers are blind or they are working for the regime," said an activist in the strife-torn city of Homs, who gave his name as Abu Rami. He said there were checkpoints "full of soldiers" in the city and tanks hidden on its outskirts that could be back inside within minutes.

"This is not a withdrawal," he said.

The Arab League mission drew criticism even before it began last week. On Sunday, the Arab Parlia-

ment, a league advisory body, called for the withdrawal of the observers, saying their presence was providing cover for continued attacks on protesters by President Bashar Assad's regime.

Activists posted a video on YouTube on Monday that appeared to show a league observer in an orange vest being hustled away from a crowded street in the western city of Hama amid the crack of gunfire.

Another video purported to show shooting erupting as a white vehicle carrying observers drove through a demonstration in the northwestern town of Kfar Takharim. The shooters were not visible in the video, whose authenticity could not be immediately confirmed.

The Local Coordination Committees said the league had "fallen victim to the regime's typical traps," and accused authorities of disguis-

ing soldiers in police uniforms and painting their vehicles to confuse the observers.

Activists welcomed the reported release of 3,484 detainees but said thousands of others remained behind bars, with more arrested every day.

Opposition groups contend that the observer mission is too small and too easily misled to effectively monitor a country of about 22 million. Elaraby said there were 70 monitors working in six cities, with 30 others expected soon.

He said the head of the mission, Sudanese Lt. Gen. Mohammed Ahmed Dabi, would report on progress by the end of the week, and Arab foreign ministers would meet as early as next week to review the findings and decide whether more monitors are needed.

Elaraby defended Dabi, whose judgment was questioned when he described

conditions in Homs as "reassuring" despite weeks of amateur footage appearing to show heavy shelling and bloodied bodies in the city's opposition strongholds.

The London-based rights group Amnesty International says Dabi headed a military intelligence branch in Sudan that was accused of severe abuses under his watch.

But Elaraby called Dabi "a capable military man with a clean reputation."

Syrian authorities insist that they are committed to the league's plan, which calls for the withdrawal of security forces from cities and residential areas, the release of political prisoners, free access for the media and dialogue with opposition groups.

They blame the continued bloodshed on what they describe as foreign-backed armed terrorists, who they say have killed more than 2,000 security force members.

The state-run Syrian Arab News Agency reported that a law enforcement officer was killed Monday when a "terrorist group" opened fire on a patrol in front of Homs National Hospital.

What began in March as a largely peaceful uprising has become more violent in parts of the country where military defectors and some civilians have taken up arms against government security forces.

United Nations officials say more than 5,000 people have been killed since March, and they have warned that Syria could be on the brink of civil war.

alexandra.zavis
@latimes.com

Hassan is a news assistant. Special correspondent Alexandra Sandels in Beirut contributed to this report.

The Wall Street Journal (USA)

Arab League Claims Progress in Syria

Group Says Its Presence Pushes Troops From Major Cities, Helps Residents; Activists Point to More Deadly Violence

CAIRO—The head of the Arab League on Monday defended the work of observers it sent to monitor the crackdown in Syria, saying that while deadly violence continues, government soldiers had withdrawn from major city centers in partial compliance with a league-negotiated deal.

By *Nour Malas in Beirut*
and *Matt Bradley in Cairo*

Nabil Al Arabi, the secretary-general of the 22-member organization, assured reporters during a news conference at the Arab League's headquarters in Cairo that the observers' presence has helped residents in conflict zones secure food and compelled the government to release nearly 3,500 political prisoners.

Mr. Al Arabi's comments came amid criticism that the monitoring mission has affected only cosmetic improvements to a 10-month conflict that the United Nations estimates has taken more 5,000 lives.

The monitors are expected to verify the Syrian regime's compliance with an Arab League-brokered agreement that stipulates that President Bashar al-Assad withdraw security forces from city streets, release political prisoners, allow access to foreign journalists and human-rights workers and begin talks with political opposition groups.



Arab League observers, in orange jackets, talked to Syrians in Idlib province on Sunday, in this government-released photo.

since the observers arrived. "We remain optimistic that the mission can do its work objectively, though there has been some evidence that they haven't been able to properly observe both sides of violence," said Rami Abdel Rahman, head of the U.K.-based Syrian Observatory for Human Rights.

Many activists said they were concerned that the prevalence of snipers, often men in civilian clothing who are tough to identify as either government forces or armed civilians, would support the regime's argument that it was battling armed groups rather than unarmed protesters.

In his statements on Monday, Mr. Al Arabi acknowledged that snipers persist in major cities and that the league's monitors were often unable to identify their allegiance.

Accounts of the violence from residents of Homs, the recent epicenter of violence, seemed to at least partially contradict Mr. Al Arabi's contention that the monitors have eased the crackdown.

The Homs Revolutionary Committee, an activist group, said tanks and troops remained stationed throughout the city. Gunfire and snipers were still rampant, residents said. Mr. Abdel Rahman said the military withdrawal cited by the Arab League secretary-general on Monday was cosmetic. "They [the tanks] were concealed but not withdrawn. They are able to return to their locations within five minutes."

security forces have appeared to show restraint toward protesters since the mission started its work, but the crackdown hasn't stopped. "They want to show a nice face to the observers," said Mohammad Saleh, a resident of the city of Homs and a former political prisoner.

The Local Coordination Committees, an activist network, said 390 people have been killed in Syria

violence in Syria, predicated the arrival of observers to the country a week ago, with the pan-Arab body even conceding it has never carried out a mission like that in another Arab country in its history.

Activists in Syria say government observers have escorted Arab League officials to the peripheries of protest hubs instead of to real hot spots. They also acknowledged that

Syrian activists said the presence of observers hasn't cowed the military, who remained in some spots, or had withdrawn to suburban barracks where they can be quickly re-deployed, as has been done before under informal cease-fire arrangements earlier in the uprising.

Fears of an ineffective Arab League mission, the broadest and most formal initiative yet to end the

Barak: Assad will be toppled within weeks

Defense minister says increased international pressure is unlikely to stop Iran's nuclear program

• By LAHAV HARKOV

Syrian President Bashar Assad's regime will be toppled within weeks, Defense Minister Ehud Barak told the Knesset Foreign Affairs and Defense Committee on Monday.

Barak said a deepening lack of unity and an increasing amount of defectors from the Syrian Army will lead to Assad's downfall.

He also explained that it is difficult to predict what will happen after Assad falls from power, but the expected anarchy that will follow may affect the security of the Golan Heights.

According to Barak, Iran is uncomfortable with the upheaval in the Middle East, and is sending aid to Syria and Assad's family, in an attempt to protect its strategic ties with Damascus.

Iran is also facing increasing pressure from the international community, which recognizes Tehran's efforts to



EHUD BARAK (Marc Israel Sellern)

“protest and deceive” the world as it tries to obtain nuclear weapons, he said.

Therefore, Barak explained, there is a new opportunity to pressure Iran through diplomatic means, and Israel and the US see eye-to-eye on this matter more than ever before.

“The US's standing in the world and the Middle East has been weakened,” he stated, “but it is still the strongest power in the world.”

Although the US and other countries will attempt to enforce sanctions on Iran's central bank, Barak predicted that such efforts will not lead Tehran to stop its nuclear program. Despite this, he said, it is important to try all available diplomatic means.

Barak said the central difficulty in increasing international pressure and sanctions is that China and Russia are not cooperative.

The defense minister also discussed changes in Egypt, pointing out that Islamist parties gained more support than expected.

“It's already clear that the rising power in the Middle East, as a result of the current upheaval, is the public and the streets, accompanied by Islamic forces gaining more influence,” Barak explained.

At the same time, he said, there is no way of knowing how current trends will develop until the Middle East stabilizes.

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Israel worried Syria's chemical weapons will go to terrorists

• By YAAKOV KATZ

Concern is growing in Israel over the possibility that Syria's arsenal of chemical weapons will fall into terrorist hands amid predictions that President Bashar Assad's regime will fall in the coming weeks.

Syria is believed to have one of the most extensive chemical weapon arsenals in the world, reportedly including sarin, VX and mustard gas.

The concern partially stems from Western intelligence indicating that advanced weaponry has already been moved out of Syria by Hezbollah.

"The same could also potentially happen with chemical weapons," a senior defense official explained.

While predicting Assad's regime would fall within weeks, Defense Minister Ehud Barak warned on Monday of the new security challenges the IDF would face if that occurs. He said more than 5,000 civilians had been killed in fighting in Syria and that the military was having difficulty quelling protests and preventing soldiers from defecting to resistance forces.

"It is difficult to know what will happen the day after the Assad family [leaves] but either way it will be a hard blow to the Iranian-Syrian-Hezbollah alliance," Barak told the Knesset's Foreign Affairs and Defense Committee.

Concern over the stability of Syria's chemical arsenal comes at a time when only



A MAN tries on a gas mask in Tel Aviv last year. Only about 60% of Israelis have one. (Gil Cohen Magen/Reuters)

about 60 percent of Israelis are in possession of gas masks. The IDF is currently lacking NIS 1.2 billion to complete the production and distribution of gas masks to the rest of the public.

The Home Front Command and Defense Ministry are in talks with the Treasury in an effort to obtain the remaining required budget. Last month, *The Jerusalem Post* reported that the distribution of the gas masks will be suspended in February if the funds are not allocated beforehand.

Amid the growing instabili-

ty in Syria, the IDF's Northern Command has drawn up a number of operational responses to a wide range of scenarios that could evolve along the northern front.

There is concern, for example, that the IDF will face low-scale and isolated attacks along the border, such as Syrian soldiers opening fire into Israel. The main objective set down by OC Northern Command Maj.-Gen. Yair Golan is to respond based on circumstances but to also make a strong attempt to prevent an isolated incident from escalating into a larger conflict.

Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Syrian rebels raid military checkpoints, capture dozens of security personnel

Attacks suggest anti-government forces growing more brazen • Syrian website reports Assad mulling inclusion of opposition in new cabinet

• By OREN KESSLER and Reuters

Armed rebels captured dozens of members of the Syrian security forces by seizing two military checkpoints on Monday, opposition figures said, as the Arab League chief reported cautious progress in a peace monitoring mission.

The opposition said army deserters also clashed with security forces at a third checkpoint, killing and wounding an unspecified number of troops loyal to President Bashar Assad.

On Monday the Arab League said the government had withdrawn its tanks from Syria's cities, a key demand the Arab bloc had posed on the beleaguered Assad regime.

The statement could not be independently confirmed, and followed two days of conflicting reports over whether its monitors were having any impact at all in stemming the violence. On Sunday an Arab League advisory body called for the immediate withdrawal of monitors, saying they were allowing Damascus to cover up continuing violence and abuses.

Also Monday, a regime-

linked Syrian news site reported Assad would deliver a speech over the coming days announcing plans to form a new government including opposition members. The report, carried on the Arabic website Damas Post, could not be confirmed.

After nearly 10 months of violence in which the UN says more than 5,000 people have been killed, an Arab monitoring mission has spent the past week assessing Assad's compliance with a peace plan.

In partially upbeat comments, Arab League Secretary-General Nabil Elaraby said Syria's military had withdrawn from residential areas and was on the outskirts of the country's cities, but gunfire continued and snipers were still a threat. The Arab League plan calls for Assad to withdraw troops and tanks from the streets, release detainees and talk to his opponents.

"The latest telephone report said there is gunfire from different places, which makes it hard to say who is shooting who," Elaraby said. "Gunfire should be stopped and there are snipers... We call upon the Syr-

ian government to fully commit to what it promised."

Elaraby said the monitors had achieved the release of 3,484 prisoners and succeeded in getting food supplies into Homs, one of the centers of the violence.

"Give the monitoring mission the chance to prove its presence on the ground," he said.

But many Syrian opposition activists are skeptical the mission can put real pressure on Assad to halt the violence.

The reported attacks on military checkpoints came three days after the anti-government Free Syrian Army said it had ordered its fighters to stop offensive operations pending a meeting with the Arab League delegates.

Rami Abdelrahman, director of the opposition Syrian Observatory for Human Rights, said Monday's operation took place in the northern province of Idlib. It was not immediately clear how many people had been killed or captured by the rebels.

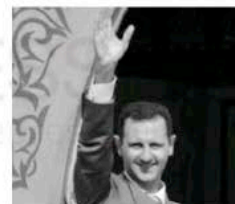
Separately, the Observatory said two people were killed by gunfire in Homs on Monday,

and the bodies of another two were handed over to their families. Security forces killed a farmer in Douma, on the northeastern edge of Damascus, as they carried out raids searching for suspects wanted by authorities, it said.

Kinan Shami, a member of the Syrian Revolution Coordinating Union activists group, said from Damascus that people were taking huge risks by gathering in cities where Arab League monitors were expected, in the hope of talking to them.

"People expected them in Daraya yesterday on New Year's Day and thousands went to the main square, raised the Independence flag on a mast and gathered around it. Security forces shot at them and killed two protesters," Shami said.

"The people are trying to show the monitors the repression and are risking their lives to meet them because everywhere they go the monitors are surrounded by security," he said. "Other than getting arrested and beaten or killed, they could easily face endless counts of treason and communicating with foreign powers."



BASHAR ASSAD
(Reuters)

But Issam Ishak, a high-level member of the main opposition Syrian National Council, said the monitors must be given a chance.

"Their presence is helping further erode the fear factor and is encouraging the expansion of the protests."

Ammar Abdulhamid, a US-based Syrian dissident who maintains the blog Syrian Revolution Digest, wrote Sunday, "Many tears were shed throughout Syria in 2011, and 2012 will not be any different, except that some of them might end up being tears of joy as our battle against tyranny succeeds in making one major stride forward by toppling the Assad regime."

Geagea : Cette année verra la fin du régime syrien

Le chef des Forces libanaises Samir Geagea a estimé que l'année 2012 verrait la fin du régime syrien et, du même coup, le début du processus d'édification d'un État dans le plein sens du terme au Liban. M. Geagea s'exprimait lors d'un dîner de fin d'année de l'assemblée générale des FL à Meerab, en présence notamment des députés Georges Adwan, Sethrida Geagea, Antoine Zahra, Farid Habib, Joseph Maakouf, Tony Aboukhatir et Chant Djandjian, et de l'ancien ministre Joe Sarkis.

« Nous ne pouvons qu'être pour le printemps arabe, car nous ne pouvons nous ranger qu'aux côtés des peuples qui réclament leur liberté, même si nous ne savons pas encore ce qu'ils comptent faire de cette liberté », a-t-il déclaré.

« L'année 2012 verra la chute du régime syrien et cela aura d'importantes répercus-

sions au Liban. Il en résultera un rapport de force différent de l'actuel et l'on peut supposer qu'après la chute du régime syrien, nous serons en mesure d'entamer le processus d'édification de l'État dans le plein sens du terme », a-t-il ajouté.

En somme, a-t-il dit, « 2012 sera l'année de la récolte, comme si tout ce que nous avons semé depuis trente ans était en passe d'être fructifié ».

Le chef des FL a critiqué l'inaction du gouvernement au sujet des trois Libanais tués par l'armée syrienne à Wadi Khaled ainsi que les déclarations de responsables sur la présence d'éléments d'el-Qaëda au Liban.

« Les officiels qui nous disent cela le font-ils pour que nous nous apprétions à combattre nous-mêmes el-Qaëda ? Mais cela est supposé être leur travail », a souligné M. Geagea, reprochant à certains

responsables d'en être arrivés à nuire par eux-mêmes à la réputation de leur pays.

« Heureusement, le chef de l'État et le Premier ministre ont pris conscience de la situation, mais il faudrait encore prendre les mesures qui s'imposent à l'encontre de ceux qui sont à l'origine de ces déclarations », a-t-il dit.

Sur la dernière explosion dans un hôtel à Tyr, M. Geagea a dénoncé « une campagne inacceptable contre un mode de vie bien déterminé » dans cette ville. « Qu'un groupe de Libanais tente d'imposer à tous les Libanais un style de vie est la fin du monde », a-t-il lancé, avant d'ajouter : « Le gouvernement, qui démontre jour après jour qu'il est inexistante, est appelé à veiller sur la liberté individuelle de chaque Libanais. »

Enfin, M. Geagea s'est élevé contre la façon dont la question salariale est traitée

par les responsables. « Ce qui s'est passé ces dernières semaines en Conseil des ministres équivaut à une manipulation du gagne-pain des gens. Un camp au sein du gouvernement veut s'imposer au détriment d'un autre, et pour cela

il adopte un projet qui n'a pas de chance de voir le jour. Ce donquichottisme est honteux et cela devrait suffire à ceux qui se respectent au sein du gouvernement pour qu'ils présentent leur démission », a-t-il dit.



Le chef des FL prononçant son discours.

Photo Akko Ayoub

Arabi demande que « les tirs s'arrêtent » en Syrie

Révolte 24 morts hier malgré la présence des observateurs de la Ligue.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a demandé hier que « les tirs s'arrêtent » en Syrie où le régime continue de réprimer les militants pro-démocratie malgré le déploiement des observateurs de l'organisation paennale.

M. Arabi a affirmé lors d'une conférence de presse au Caire, que selon les « derniers rapports » reçus par téléphone des observateurs sur place en Syrie, « il y a toujours des tin et des tireurs embusqués » dans les villes rebelles, alors que l'armée syrienne s'est retirée des villes du pays pour se redéployer dans les faubourgs. « Il fut un arrêt total des tirs », a-t-il ajouté dans les premières déclarations au sujet de la mission des observateurs arabes. M. Arabi a en outre évoqué la possibilité d'une réunion prochaine des ministres arabes des Affaires étrangères pour évaluer cette mission.

« une évolution claire du protocole arabe qui prévoit de protéger le peuple syrien ». Les comités locaux de coordination (LCC), qui organisent la mobilisation sur le terrain, ont en effet fait état dimanche soir de la mort de 315 civils, dont 24 enfants, depuis l'arrivée des observateurs.

Sur le terrain, des groupes d'observateurs effectuaient hier des tournées à Homs, Hama, Derna, où le mouvement de contestation a débuté, et à Dama, près de Damas, pour rendre compte de la situation, selon l'agence officielle SANA. A Homs, les observateurs sont allés visiter une cimetière près de Rastane, au lieu de se rendre dans cette ville où des milliers de manifestants ont été dispersés par des tirs en l'air, a souligné l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

La mission des observateurs arabes est contestée également par les opposants syriens qui accusent le régime d'entraver leur mission et d'espionner des



Des centaines de personnes ont défilé hier contre le régime à Maarret Hamra.

Toujours sur le terrain, la répression des forces de sécurité aurait fait 24 morts hier, selon des militants et la chaîne al-Arabiya. Également, dans la région d'Idlib, des groupes de militaires dissidents ont attrapé hier deux points militaires à Kafar Haya, prenant en otage des dizaines de soldats. Ils ont en outre tué un certain nombre de soldats lors de confrontations.

(Sources: agences et rédaction)

Assad n'a plus que « quelques semaines » au pouvoir, assure Barak

Les jours du régime du président syrien Bachar el-Assad sont comptés et sa famille n'a plus que « quelques semaines » au pouvoir, a déclaré hier le ministre israélien de la Défense Ehud Barak. « Il est impossible de prévoir dans la situation actuelle ce qui va arriver au lendemain de la chute de Bachar el-Assad », a-t-il ajouté. Le ministre israélien de la Défense a aussi estimé que la chute

de la famille Assad serait un « coup sévère » pour l'Iran et le Hezbollah. Ehud Barak avait récemment estimé que « la chute d'Assad serait une bénédiction pour le Proche-Orient ». Il a aussi mis en garde contre les conséquences que pourrait avoir la chute du régime Assad quant à la situation sécuritaire sur le plateau stratégique du Golan, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981.

La Suisse refuse un visa à Hafez Makhlof, cousin du président

La Suisse a refusé un visa d'entrée à un cousin du président syrien Bachar el-Assad, Hafez Makhlof, qui voulait rencontrer son avocat en Suisse, selon une décision du Tribunal fédéral suisse, la plus haute instance juridique du pays. Hafez Makhlof est le chef des services secrets de Damas et proteste contre les sanctions imposées par la Suisse contre le régime syrien et ses dignitaires. C'est pour cette raison qu'il voulait venir en Suisse pour en discuter

avec son avocat, selon un journal suisse. En l'occurrence, les juges ont estimé que M. Makhlof et son avocat avaient « à leur disposition des moyens de communication modernes » et l'avocat « peut aisément se rendre en Syrie » pour discuter avec ce client. Selon le Tribunal fédéral, Hafez Makhlof « figure en première position » sur la liste des 54 personnes physiques ou morales dont les avoirs ont été gelés en Suisse par Berne à la suite de la répression en Syrie.

L'opposition syrienne s'accorde sur l'après-Assad

Un groupe d'opposition syrienne, le Comité national pour le changement démocratique (CNCD), a annoncé avoir signé un accord politique avec le Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition, en vue d'une transition en cas de chute du régime. Cet accord a rejeté toute intervention militaire qui porte atteinte à la souveraineté et à l'indépendance du pays, selon le CNCD. Il stipule également la nécessité de « protéger les civils par tous les moyens légaux », ajoute le communiqué. Dans leur accord, le CNCD et le CNS solament aussi les « positions adoptées par les officiers et soldats qui ont refusé les ordres du régime de tuer les manifestants civils pacifiques appelant à la liberté », en référence à l'« Armée syrienne libre » (ASL), une force d'opposition armée fondée par un colonel déserteur. Le texte a été signé par le chef du CNS Burhan Ghalioun et un membre du CNCD Haytham Mana'a, après « plus d'un mois de discussions entre des dirigeants des deux groupes, pour l'établissement d'un État civil et démocratique ».

Hezbollah warns Syria chaos could hit Lebanon

Delegation meets Rai, calls on rival Lebanese factions not to interfere in internal Syrian affairs

BEIRUT: A Hezbollah delegation warned after meeting Maronite Patriarch Beshara Rai Monday that the turmoil in Syria could spill over into Lebanon and called on rival Lebanese factions not to interfere in internal Syrian affairs.

"The circumstances through which our country is passing are calm now. But the circumstances in the region within which we live are difficult, harsh and complicated," Sheikh Mohammad Amr, head of the Hezbollah delegation, told reporters after the meeting with Rai in Bkirki, the seat of the influential Catholic Maronite Church, north of Beirut.

"We fear the [regional] conflict will spread to Lebanon. But with your wisdom and the wisdom of Lebanese leaders on whom we call to use reason and logic in their political movement and dialogue to stay away from interfering in others' affairs because Lebanon cannot afford any political, military or security trouble," Amr added.

Describing the situation in Lebanon as "delicate," he said: "Lebanon carries a message. This message must be expressed through dialogue and logic and not by any other means."

The popular uprising in Syria against the regime of President Bashar Assad, now in its 10th month, has sharply split the Lebanese. The Hezbollah-led March 8 alliance backs the Assad regime, while the opposition March 14 coalition, led by the Future Movement of former Prime Minister Saad Hariri, has come out in support of Syrian protesters demanding Assad's ouster.

The Lebanese government, which is dominated by Hezbollah and its March 8 allies, has followed a policy of dissociating itself from U.N. or Arab League resolutions condemning Syria over its brutal crackdown on protesters.

The Hezbollah delegation visited Rai to congratulate him on Christmas and the New Year. The meeting was

also attended by former Maronite Patriarch Nasrallah Sfeir. The delegation said it hoped Rai would continue to reach out to all Lebanese.

"We are part of this loving nation with its diversity because this is the message of Lebanon. We are a key component of this beloved and blessed nation," Amr said.

Meanwhile, Hariri warned that the credibility of the Arab League observer mission in Syria was at stake and slammed once more Assad over the way he was handling his country's crisis.

"The AL [Arab League] observers don't have much time, credibility is of essence and so far Bashar regime has been killing more and more," Hariri said during a live session with his supporters on his Twitter page Monday.

"It's time for AL observers to say the truth, the full story and not like Bashar regime wants it," Hariri added.

In December, Damascus signed an amended agreement allowing in Arab League observers to oversee the implementation of a peace plan to end the crisis in Syria.

The Arab League initiative calls on the Syrian government to withdraw the military from the streets, release political prisoners, allow journalists into the country and launch dialogue with the opposition.

However, the observer mission, which began its work late December, has been criticized from several sides, including from rights activists, the Syrian opposition and most recently by the head of the Arab Parliament, Ali al-Salem al-Dekbas.

Dekbas called Sunday for the withdrawal of observers from Syria, saying the mission was allowing Damascus to cover up unabated violence and graft.

Echoing calls by the Syrian opposition, Hariri told his followers on Twitter that the observers needed to provide feedback about what they were seeing on the ground.

Responding to a question as to whether he thought the signing of the protocol by Damascus would put an end to the killing in Syria, Hariri said: "No, I didn't [expect a change] and I said it [before], remember, but now if this week the observers continue without saying anything what's the point then?"

Hariri, a staunch critic of Assad, again slammed the embattled president, saying he appeared to be using the observer mission to carry on with a crackdown the U.N. estimates has killed more than 5,000 people.

"I feel the regime thinks that signing the protocol gives him [Assad] a license to kill," Hariri tweeted in one post, adding: "It's unbelievable, the Syrian regime says we want reform [and] the conclusion is more killing."

Hariri rebutted Defense Minister Fayezi Ghosn's claims that members of Al-Qaeda were operating in Lebanon. "It's been 7 years talking about Al-Qaeda in Lebanon," Hariri said. "It's all a big lie."

Last month, Ghosn said Al-Qaeda militants were sneaking into the Bekaa town of Arsal under the guise that they were Syrian dissidents. However, Prime Minister Najib Mikati and Interior Minister Marwan Charbel have denied that Al-Qaeda was operating on Lebanese soil.

Also, Hariri's ally, Lebanese Forces leader Samir Geagea, said that Lebanon will begin a process of state building following the collapse of the Assad regime, which he predicted would likely happen in 2012.

"Following the fall of the Syrian regime, we will enter a complicated political process before we create another political system that is well defined and capable of building relations between Lebanon and Syria as two [separate] states," Geagea told a gathering of his party's general committee in Maarab at the weekend.

"The year 2012 will witness the fall of the Syrian regime. This will have a significant impact on Lebanon's situation and will result in another balance of power," Geagea said.

"Presumably, after the fall of the Syrian regime, we should start the process of building a state," he added.

Geagea also spoke about Lebanese prisoners in Syria, saying Assad's fall would give Lebanon an opportunity to reveal the truth surrounding their fate. It is not known exactly how many Lebanese nationals are held in Syrian prisons but NGO estimates put the number at around 130 people. — *The Daily Star*

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

Syria evacuates another mission in Turkey's Gaziantep

A month after Syria's decision to close its foreign mission in the southeast of Turkey, trucks have been loaded with furniture from the Gaziantep mission before making their way back to Syria's larger missions in Ankara and Istanbul. Meanwhile, Turkish missions remain intact and fully operational in the neighboring country.

Syria's mission in the southeastern province of Gaziantep was emptied on Monday as the furniture was carried out of the building to be put into storage at the Syrian embassy in Ankara and consulate in Istanbul, Anatolia news agency reported. Many portraits of the Syrian leader Bashar al-Assad were among the furniture removed from the mission building, which was stripped of mission banners. The Syrian diplomat stationed in Gaziantep closed the mission without elaborating on the circumstances of the evacuation. The Syrian mission was open erratically during the previous month, but Monday's evacuation appeared to represent a definitive end to Syria's dip-

lomatic efforts in Gaziantep, a city very close to the common border between Turkey and Syria.

Syria's embassy in Ankara also operates as acting ambassador in the absence of the ambassador, although no information was made public on the departure of Syria's top envoy to Turkey. Ankara did not issue any comment in response to the evacuation in Gaziantep but asserted that Turkey's missions in Syria were fully operational. Families of the embassy staff and support personnel were recalled to Turkey when ties between the nations strained to the point of breaking as a result of street mobs attacking multiple foreign missions in Syria and burning their flags.

A month ago, a local TV channel in Gaziantep reported that Syria was preparing to close down the Syrian Consulate in Gaziantep, adding that Syria would maintain relations with Turkey through the Syrian embassy in Ankara and the Syrian consulate in Istanbul. Prior to that, in mid-November, Ankara lashed out at the Syrian regime for allowing assaults

by mobs on foreign missions around the country, including Turkey's. Ankara issued a reprimand to Damascus, highlighting its inability to protect foreign missions, demanding an explanation and warning that measures would be taken if Damascus failed to bring the culprits to justice.

Two weeks after the attacks on foreign missions, Turkey unveiled a set of measures against Syria for its "insistence on the bloody crackdowns targeting its own citizens," which was reciprocated with a halt in the Free Trade Agreement (FTA) by Syria as a response to Ankara's financial and economic blow to the country. For the last few months, Turkey and Syria have remained disconnected at the level of senior officials, as Turkish officials have voiced harsh criticism of the Assad regime "for not keeping to his words" and stopping bloodshed. Meanwhile, Assad has made it clear that he is uncomfortable with Turkish leaders voicing opinions in matters he considers to be domestic issues. **Ankara Today's Zaman**

Gulf News (EAU / UAE)

Observers court controversy in Syria

Arab League team's sluggish movement and the contentious remarks of head of the mission have fuelled scepticism

By SAMI MOURAYED
Special to Gulf News

The Arab League Observer Mission has raised a stir since arriving in Syria last week. At first, the Syrian opposition welcomed them heartily, believing that they were there to stop the violence and oversee implementation of an agreement that included an end to military operations and release of prisoners arrested for taking part in demonstrations since mid-March.

The appointment of Sudanese General Mustafa Al Dabi as head of the League delegation, however, raised red flags in the Syrian street. His appointment was very controversial — to say the least — given that he had served as military intelligence officer under Sudanese President Omar Al Bashir. A few years back, Al Dabi had barely escaped a warrant for his own arrest, similar to the one issued for Al Bashir by the International Criminal Court, for "genocide in Darfur". His performance since arriving in Damascus did not help soothe the fears of his Syrian critics, especially after remarking that the situation in war-torn Homs was "reassuring".

The word "reassuring" was hardly appropriate, after all, for a city that has seen a horrific death toll, been subject to intense military operations, and where sec-

tionary violence has recently flared up between Sunnis and Alawites. Since he was his country's ambassador to Qatar in 1999–2004, however, the Syrian government is also equally alarmed by his appointment. They see him, as Qatar's man on the League delegation.

Critics claim that the observers are nothing but a fabricated theatrical stunt, agreed upon behind closed doors between the Arab League and Syrian officialdom. Al Dabi will make sure that they do not author a report that is too critical of the Syrian government, they claim.

When asked for evidence, these sceptics point to the observers' sluggish movement and the controversial remarks of Al Dabi, which were music to the ears of Syrian authorities. They claim that the Arab League has been a failed organisation from Day One, which never succeeded — not once in its 67-year history — in solving any Arab crisis. Others, however, believe the opposition behind niceties to first win the trust of the Syrian government before coming up with a very critical report in February that will be used to internationalise the Syrian

crisis, legitimising it at the Security Council. Had it not been for Russian pressure, Syria would not have signed the MoU with the Arab League in December. Syrian authorities at first were very critical of the three-page League protocol, and that they infringed upon Syrian sovereignty. The original draft, they argued, did not recognise existence of the Syrian government, stating that the observers could travel as they pleased and meet whomever they wanted, without consultation with Syrian authorities.

Syria insisted that all activity within the country be done in coordination with the state — and the League, perhaps unwillingly, said yes. They then demanded that point of reference for the observer mission be League Secretary-General Nabeel Al Arabi and not Qatari Prime Minister Shaikh Hamad Bin Jassem Al Thani. Again, the League nodded affirmatively. They then asked that no Turkish observers be present on the mission, which the League

also accepted. At first glance, the League seemed to be caving in to Syrian conditions and pressure. A closer look, however, shows that they raised the bar with difficult conditions in order to get what they really wanted: access to Syria as a stepping stone towards the UN.

What we do know is that certain heavyweights in the Arab League, like Saudi Arabia, are not playing games in the Syrian crisis. What is also apparent is that the world has given Russia a green light to find a solution for Syria, in accordance with the US. This solution — loosely coined "the Russian Initiative" — will try to hammer out a deal for Syria, similar to the Yemen one. The Russians are thinking of a similar outcome for Syria, but that can only see the light of day after the observer mission comes out with a report that perhaps — just perhaps — is satisfying for both the Syrian government and the Syrian opposition. Only then will the Russians get real room to manoeuvre.

Sami Mourayed is editor-in-chief of Forward Magazine in Damascus, Syria.

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For full article, log on to
www.gulfnews.com/opinions



By SAMI MOURAYED

Syrian crisis poses dilemma for Iran

THOUGH KEEN TO RETAIN AL ASSAD, TEHRAN IS WARY OF ALIENATING A FUTURE GOVERNMENT

Tehran (Reuters) Iran, its crucial anti-Israel alliance with Syrian President Bashar Al Assad at risk from an uprising against his rule, has chosen a "wait and see" policy, driven in part by concern not to alienate anyone who might succeed him, analysts say.

Al Assad's downfall could deal a strategic blow to Shiite Muslim-dominated Iran, where confrontation towards Israel remains one of its overriding foreign policy principles. Iran has used various regional cards, including fears it could unleash militant proxies like Hezbollah and Hamas against Israeli and US interests, to deter foreign intervention in Syria.

But, analysts say the Iranian-Syrian axis now faces a serious dilemma: Should Iran stick with Al Assad at any cost or should it let-

son the Islamic Republic's most important Middle East ally?

"Iran's policy is to wait and see ... We need to be patient as the situation is very unclear and very sensitive in Syria. We hope for the best possible outcome for everyone," said an Iranian government official, speaking on condition of anonymity.

Unwise to take sides
 "(But although) Al Assad helped Iran play a leading role in its fight against the Zionist regime (Israel) ... now it is unwise for Iran to take sides,"

Iran will be hard-pressed to find Arab allies to replace Syria, so it will be naturally keener to ensure Al Assad — whose minority Alawite sect is an offshoot of Shiite Islam — can ultimately vanquish the revolt by majority Sunni Muslims.

However, Iranian leaders are also worried that siding too emphatically with Al Assad could undermine their chances of establishing a beneficial relationship with any new Syrian government, analysts say.

"Iranians do not want to back the wrong horse ... It is a very sensitive period and any wrong move could have negative consequences," Farahvashi said.

There are rumours in Tehran suggesting that Iranian officials have met members of the Syrian opposition in an effort to probe the possibility of forming future alliances.

"We do not want to be seen as betrayers of our ally ... but like all other countries, Iran's priority is to preserve the country's interests," the Iranian analyst

said. Betraying frayed nerves about the possibility of government change in Syria, Tehran has called the unrest against Al Assad an "American-Zionist" conspiracy. Whether Tehran has contingency plans for any overthrow of Al Assad remains unclear.

"Everything will happen behind the scenes. Iran might get closer to Lebanon's Hezbollah or other Shiite militant groups in the region to preserve its influence in the region," an

Iranian official said. The Syrian crisis has added to pressures on Iran's clerical elite, ranging from tightening international sanctions imposed over Iran's disputed nuclear work, high inflation, long queues of jobless and investors keeping a tight hold on their purses.

Iranian officials still hope Al Assad will outlast the revolt. "Al Assad can bring millions of his supporters into the streets ... He enjoys support of his nation in big cities as we have seen in Syria," the government official said.

Saudi Arabia, which shares US fears that Iran is covertly seeking nuclear arms, has long accused Tehran of trying to stir up its Shiite minority. Analysts say Syria might become the focal point of an Iranian-Saudi battle for regional dominance.

"American controversy"
 Betraying frayed nerves about the possibility of government change in Syria, Tehran has called the unrest against Al Assad an "American-Zionist" conspiracy. Whether Tehran has contingency plans for any overthrow of Al Assad remains unclear.

"Everything will happen behind the scenes. Iran might get closer to Lebanon's Hezbollah or other Shiite militant groups in the region to preserve its influence in the region," an

Iranian analyst

said. Betraying frayed nerves about the possibility of government change in Syria, Tehran has called the unrest against Al Assad an "American-Zionist" conspiracy. Whether Tehran has contingency plans for any overthrow of Al Assad remains unclear.

"Everything will happen behind the scenes. Iran might get closer to Lebanon's Hezbollah or other Shiite militant groups in the region to preserve its influence in the region," an

Iranian analyst

said. Betraying frayed nerves about the possibility of government change in Syria, Tehran has called the unrest against Al Assad an "American-Zionist" conspiracy. Whether Tehran has contingency plans for any overthrow of Al Assad remains unclear.

"Everything will happen behind the scenes. Iran might get closer to Lebanon's Hezbollah or other Shiite militant groups in the region to preserve its influence in the region," an

Iranian analyst

said. Betraying frayed nerves about the possibility of government change in Syria, Tehran has called the unrest against Al Assad an "American-Zionist" conspiracy. Whether Tehran has contingency plans for any overthrow of Al Assad remains unclear.

"Everything will happen behind the scenes. Iran might get closer to Lebanon's Hezbollah or other Shiite militant groups in the region to preserve its influence in the region," an

Iranian analyst

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Syria withdraws army from residential areas

Snipers still a threat; 3,484 prisoners freed, says League head

CAIRO — Syria's military has withdrawn from residential areas and is on the outskirts of the country's cities, but gunfire continues and snipers are still a threat, Arab League Secretary General Nabil Elaraby said on Monday.

"The latest telephone report said there is gunfire from different places, which makes it hard to say who is shooting who," said Elaraby. "Gunfire should be stopped and there are snipers. We call upon the Syrian government to fully commit to what it promised," he added.

Elaraby was speaking in Cairo a week after Arab League monitors arrived in Syria to check compliance with a peace plan which calls for President Bashar Al Assad to withdraw troops and tanks from the streets, release detainees and talk to his opponents.

Elaraby said the League would report on the monitors' first week of work and decide if more were needed. He said 70 monitors were currently working in six cities, and 30 others would arrive soon. Those already in the country had achieved the release of 3,484 prisoners in Syria, he said, and the League was asking Syrian opposition groups for names of people thought to have been held in jails so their release could be verified.

The Arab League mission was also making a difference by getting food supplies into Homs, a hotbed of anti-government protests, and evacuating dead bodies, Elaraby added. — *Reuters*

Arab League chief calls for truce in Syria

CAIRO — The Arab League chief says Syrian forces continue to shoot protesters despite the presence of monitors from the organization and calls for a complete ceasefire.

Nabil Elaraby, addressing a news conference on Monday, also called on the opposition and ordinary Syrians to aid the observers by sending them names of relatives or friends they think are detained.

“There are still snipers and gunfire. There must be a total halt to the gunfire,” the League chief said, in the face of mounting criticism of the hard-won observer mission’s failure to stem the persistent bloodshed.

Arabi charged that snipers were still deployed on rooftops in protest centers threatening the lives of civilians, even as monitors try to end the Syrian government’s deadly crackdown that has claimed thousands of lives since March.

“We must raise this with the Syrian government because the aim (of sending monitors) is to stop the shooting and protect civilians,” Elaraby told a news conference at Arab League headquarters in Cairo. But “it is difficult to say who is firing on whom,” he said.

The head of the observer mission, Sudanese General Mohamed Ahmed Mustafa Al-Dabi, is due to send his “first report in the next two days” on the situation in Syria, Elaraby said.

“An Arab foreign minister has asked that a ministerial meeting be convened to discuss the report,” he added.

According to the Syrian Observatory for Human Rights, at least three civilians were killed by gunfire in Syria Monday, two of them in separate shooting incidents in the flashpoint central city of Homs.

The third victim was a farmer who was hit by a stray bullet as security forces opened fire during a raid on a village near Damascus to hunt down suspects wanted by the authorities.

Arabi said the Arab League may call for a meeting next week of foreign ministers to evaluate the work of the observers, who arrived in Syria on December 26 and began touring protest hubs the following day.

According to Arabi, Syrian authorities released 3,848 detainees since the observer mission started last week, adding that the Arab League had asked the Syrian opposition to provide it with a list of names of those who remained in custody.

After weeks of stalling, Syria agreed last month to allow the deployment of observers as part of a Arab League roadmap calling for the withdrawal of the military from cities and residential districts, a halt to violence against civilians and the release of detainees. — Agencies